



## Morland : un «neu-neu» à la barre

**J**e suis un vieux Lucéen. Je ne vous dis pas mon nom : j'ai traversé trois guerres, 39-45, l'Indochine et l'Algérie ; ça m'a appris la prudence. Le 28 juin, pour la première fois de ma vie, je suis entré dans un tribunal, celui de Chartres, pour assister au procès du maire de Lucé. Je me suis installé presque au premier rang du public, parce que je suis un peu sourd. J'ai bien fait : la sonorisation était mauvaise. Jacques Morland se tenait à peine à trois mètres de moi, «mon maire apolitique», celui pour qui j'ai voté en 2001 tellement j'étais lassé des divisions à gauche !

Quand *L'Aiguillon* a sorti le scandale du *Lucé Info*, c'était au printemps 2003, j'ai cru à un coup politique monté de toutes pièces pour tuer un homme. Mais tout de suite après, il y a eu la garde à vue, la mise en examen de Morland dans une autre affaire d'abus de biens sociaux, les enquêtes fiscales... Alors là, j'ai compris qu'il y avait un problème.

Ce que j'ai appris pendant une heure quarante, au cours de l'audience correctionnelle du 28 juin, a permis de lever les derniers doutes : pour moi, Morland est bien coupable de prise illégale d'intérêt dans les affaires du *Lucé Info* et de la SCI du Moulin de Cloyes.

Aux questions de Charles Framboise, le président du tribunal, j'ai entendu le maire de la 3<sup>ème</sup> ville d'Eure-et-Loir (18.000 habitants) répondre qu'il avait agi par méconnaissance de la réglementation publique. «Je suis un autodidacte», «Je viens du privé», «Je n'ai jamais été formé», «J'ai fait une connerie par ignorance...». Monsieur Morland et son avocat («mon client n'y connaissait rien !») ont donc plaidé la culpabilité pour...incompétence. Je n'en crois pas un mot. Je me souviens qu'il y a un an, Morland affirmait publiquement qu'il était totalement innocent. INNOCENT ! Quel renversement par rapport au discours d'aujourd'hui !

Jacques Morland, élu maire en mars 2001, est demeuré PDG de l'Imprimerie de l'Indre jusqu'en décembre 2001 : prise illégale d'intérêt. Morland a été salarié comme conseiller technique dans l'Imprimerie de l'Indre jusqu'en février 2003 : prise illégale d'intérêt. La société Burostyl, faux imprimeur du *Lucé Info*, de 2001 à 2003, loue un local parisien appartenant à la famille Morland : prise illégale d'intérêt. Jusqu'en septembre 2003, Morland a fait imprimer *Lucé Info* par l'Imprimerie de l'Indre dirigée par sa fille Edwige : prise illégale d'intérêt. Après cette date, il a choisi la société Chauveau installée au Coudray, bien qu'Edwige et David Chauveau - le fils - vivent ensemble depuis un an : prise illégale d'intérêt. Fin 2003, Morland a fait voter par sa majorité au Conseil Municipal une délibération d'achat par la commune de sa propriété lucéenne, en dépit de l'interdiction légale, des protestations virulentes de l'opposition, et à un prix supérieur à celui fixé par les Domaines : prise illégale d'intérêt. La coupe est pleine !

Le maire de Lucé ne s'est pas contenté de jouer le «neu-neu» face à la déferlante d'accusations, il a aussi accumulé les troubles de mémoire devant les questions embarrassantes : sur les dates, sur les prix et les procédures de marchés publics, sur la composition du conseil des actionnaires de la SCI du Moulin de Cloyes, dont il est pourtant le gérant ! Je pense sincèrement que les trois magistrats n'ont pas été abusés par son jeu d'acteur à la Bourvil. Et s'il ne fait pas de doute que «l'ami de trente ans»

Jean-François Bréard, a servi, par faiblesse, de paravent et d'homme de paille, au contraire, Dominique Passavy, sa très proche collaboratrice d'entreprise et de mairie, a été clairement identifiée comme «la cheville ouvrière» de Burostyl et «le trait d'union» entre les différents actionnaires du système Morland...

Je n'avais jamais vu à l'œuvre le procureur de la république Patrick Desmure. Je savais juste qu'Alain Juppé lui devait une partie de ses ennuis judiciaires. Je n'ai pas été déçu. De son réquisitoire implacable contre Morland, je retiens moins les huit mois de prison avec sursis et les 15.000 € d'amende que l'exigence d'inscrire sa condamnation sur son casier judiciaire, synonyme d'inéligibilité. Délibéré jusqu'au 11 octobre. Et que passe la justice...



### Le fossoyeur de Chartres

(sur l'air du *Poinçonneur des Lilas*,  
texte et musique de Serge Gainsbourg)

J'suis le fossoyeur de Chartres  
Le gars qu'on croise et qu'on n'oubliera pas  
Les bibliothèques on les enterre  
Et s'il y a la guerre  
Pour tuer l'ennemi j'ai dans ma veste  
De la haine, j'suis pas en reste  
Puis je voudrais jouer la fille de l'air  
Laisser mon écharpe au vestiaire  
Parfois je rêve je divague  
Et je me targue  
D'honneur, pouvoir, tous mes souhaits...  
J'vois un ministre qui vient me chercher.

#### Refrain

J'fais des trous, des gros trous, encor des gros trous  
Des gros trous, des gros trous, toujours des gros trous  
Des trous aux Epars,  
Des trous boulevard Chasles  
J'fais des trous, des gros trous, encor des gros trous  
Des gros trous, des gros trous, toujours des gros trous  
De très gros trous, de très gros trous  
De très gros trous, de très gros trous

J'suis le fossoyeur de Chartres  
Le gars qu'on croise et qu'on n'reverra pas  
Les centres sociaux on les oublie  
Mém' si on s'ennuie  
Pour trouver de l'argent j'ai des idées  
Tant pis si le reste on laisse tomber !  
Un jour viendra on en est sûr  
Où j'me retrouverai au pied du mur  
En attendant c'temps j'fais l'zouave  
Au fond d'la cave  
Paraît qu'y a pas de sot métier  
Moi j'fais des trous sans les boucher !

AST

### 2<sup>ème</sup> fête de l'Aiguillon



## Je reviendrai l'année prochaine...

**S**ouvent, je m'ennuie le dimanche. Pas grand-chose à faire dans l'agglomération chartraine. Mais ce dimanche 20 juin, je n'ai que l'embarras du choix. Rien qu'à Lèves, la brocante, la kermesse de la Fondation d'Aligre et la Fête de *L'Aiguillon*. Mais je ne tergiverse pas, aujourd'hui j'ai la fibre militante, je vais me faire aiguillonner. Et pas pour rire : du matin au soir !

J'arrive à 11h30, le débat est déjà entamé, j'écoute sans participer, ces gens qui causent dans le micro, sans note ni tremblement dans la voix, ça m'impressionne. Après, c'est pas que j'ai la gorge sèche d'avoir parlé mais un apéro offert, ça ne se refuse pas ! J'embraye avec des merguez halal et des pâtisseries faites maison.

Puis j'écoute le programme se dérouler. D'abord, des poèmes dits dans une langue étrange, suivis par des danses tchéchènes. Autour de moi, les participants à la fête regardent avec respect ces habitants de l'autre bout du monde, échoués ici, démunis, mais animés d'une

énergie puissante. Ensuite, je demeure tournée vers l'Orient, avec une lecture d'un extrait de roman de Vassili Grossman.

Je retrouve un élément plus familier lors



Syrano et sa troupe

de la prestation de *Syrano*, épaulé par les musiciens de la *Gueule de la Tronche*. Spectacle d'une qualité remarquable, réjouissant par sa spontanéité et sa fraîcheur. Comment les organisateurs de la Fête de *L'Aiguillon* ont-ils bien pu faire pour faire venir *Syrano*, qui brûlait il y a quelques semaines, les planches du Printemps de Bourges ? Moins délicats mais tout aussi engagés, les *Parias* prennent le relais. Je recule de quelques mètres, pour ménager mes tympans. La chorale *Qu'huit* nous régale ensuite de chants polyphoniques à capella. L'après-midi est bien avancé, je songe à regagner mes appartements. Mais non, quand y'en a plus, y'en a encore, le groupe de raï *Corai* vient d'arriver de Paris (de Paris, mais comment font-«ils» ?). Les musiciens m'emportent loin de Lèves, menés par un chanteur solide et chaleureux. Je ne regrette pas d'être restée.

Quand les derniers accords

s'éteignent, je regarde autour de moi : les stands militants ont été démontés, le barbecue est rallumé, cette fois, je dois m'en aller et laisser les organisateurs entre eux. Ils ont des mines fatiguées mais réjouies. Ils se battent pour des idées, ils y croient, ils forment un groupe soudé et solidaire, je les envie. Moi, j'étais là plutôt que passer un dimanche seule. Je reviendrai l'année prochaine ; peut-être l'un d'entre eux me reconnaîtra-t-il ?

#### Ont participé à la 2<sup>ème</sup> Fête de l'Aiguillon :

le Convoi Syndical (défenseur de la cause tchéchène), la Confédération Paysanne, le Collectif pour la réouverture de la ligne SNCF Chartres-Orléans, ATTAC, l'Association de solidarité avec les camps de réfugiés de Bethléem, l'association pour le Commerce équitable, l'Appel du Vélo, Greenpeace 28, le MRAP, le Collectif 28 des Sans-Papiers, le Collectif de soutien à la MPT du Pont-Neuf, l'association (de promotion du cinéma Art et Essai) *Pourquoi Pas !*, la Souris Verte, les Lutteurs, la Jeunesse Communiste, le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français, les Verts, Lutte Ouvrière, Réagir pour Chartres.

Mate sa...  
Votre vil!

Faisons un tour dans l'opus 31 de Votre Ville, cette vitrine du gergeo-populisme.

♦ **Page 6. «Des maisons pour tous ouvertes aux habitants et aux associations».** Interview de Karine Dorange, adjointe à la jeunesse et aux sports : «Des réunions ont été organisées avec les directeurs et les présidents des associations». Réunions tellement convaincantes, qu'à l'heure actuelle, la

totalité des directeurs des MPT ne sont plus en poste, démissionnaires ou démissionnés. «Chaque association souhaitant disposer d'une salle fait une demande écrite à la mairie». Quel progrès ! On en revient à transformer les MPT en salles des fêtes. De plus, sous couvert de salles disponibles ou pas, cela permet de contrôler les activités des associations au cas où certaines voudraient faire du social ou pire, de la politique. Il est sûr qu'à la lecture des activités appuyées ou proposées par la Ville, on ne risque pas de troubler l'ordre public. Exemples : «A Rechèvres, nous avons soutenu financièrement un loto au chocolat (sic)» ou «A La Madeleine, venue du Baby-Foot Tour». Ma parole, Chartres est devenue une succursale de TF1 et de M6 ! Grosse contribution à l'abêtissement des masses. «Pour des anniversaires des fêtes familiales ou entre habitants, il est possible de disposer de ces locaux». Elle est des nôtres, elle a bu son verre comme les autres. Clientélisme et populisme sont les deux mamelles de la vie associative à Chartres.

♦ **Page 9. Chartres et la grande boucle.** Écoutons l'omniprésente Karine Dorange. Question de Mme Votre Ville : «Pourquoi avoir invité le Tour de France ?». Réponse de la sémillante susnommée : «Pour répondre à la politique sportive de la ville qui est de soutenir les associations sportives...». Là, il me manque une pièce du puzzle. Je ne vois pas en quoi le Tour de France soutient les associations sportives locales. Trop subtil pour moi. Par contre, répétons qu'à côté de «l'épopée», cet événement est vicié par le profit à tel point que les coureurs sont devenus des sportifs au service de la publicité. Et je ne m'étendrai pas sur les problèmes de dopage qui ne cessent de ternir l'image du cyclisme en transformant un âne arthritique en cheval de course. Question subsidiaire : «Combien coûte à la Ville «l'honneur» d'être retenue comme ville étape ?»

♦ **Page 16. Cœur de Ville en 3 D.** JPG : «Une maquette pour tout comprendre du projet des Chartrains et se l'approprier». Traduire par «une maquette pour tout comprendre du projet de la majorité municipale afin de nous le faire gober». Pour vérifier s'il s'agit réellement du projet des Chartrains, il est dommage de ne pouvoir organiser un référendum d'initiative locale. C'eût été instructif.

♦ **Page 20. Disponibilité, accueil, sourire.** Concernant la fréquentation touristique, «On a constaté une augmentation de 20% par rapport à l'an dernier». Prouesse supplémentaire : à cause du chantier Cœur de Ville, les touristes qui ont pénétré dans Chartres éprouvent de telles difficultés pour sortir de la cité que, de guerre lasse, ils finissent par prendre une chambre d'hôtel. Très fort ! Nous avons le labyrinthe de la cathédrale, nous avons maintenant le labyrinthe Cœur de ville (ouvert tous les jours, 24h/24 au moins jusqu'en 2006).

♦ **Page 26. Une ville éclairée.** A défaut d'avoir une municipalité éclairée, on se contentera d'un réseau d'éclairage public renouvelé. L'article est un baragouinage technocratique indigeste au style ampoulé dont le résultat vous coûtera, chers amis contribuables, la bagatelle d'un million d'euros par an, somme insignifiante dans le cadre d'une bonne gestion des finances municipales. Moi, je répète ce qui est écrit à longueur de page. Vous n'êtes pas obligé de le croire...

Ma fiancée m'attendant pour aller faire des courses, je passerai rapidement sur les pages restantes qui sont essentiellement un patchwork de propos auto satisfaites, en témoignent tous ces qualificatifs : page 39 : «Le retour du marché textile au Centre ville... un retour réussi» ; page 41 : «14 juillet ...un feu d'artifice exceptionnel» ; page 42 : «Une réussite pour la 1<sup>ère</sup> fête du printemps». Allez, bonnes vacances, et surtout faites du sport, du baby-foot par exemple ! Si, si, c'est un sport, Votre Ville nous l'affirme page 48.

Athout Haleur

rénovation du quartier de Beaulieu, l'opposition lui demande de surseoir, et d'attendre la présentation du projet (prévue la semaine suivante) avant de décider : refus du maire ! Quelques documents trouvés sur les tables le soir même ne peuvent pas, en effet, prétendre constituer une information suffisante. C'est le cas aussi pour l'informatisation des bibliothèques. Ce ne sera pas la première fois, qu'on demande aux élus de se prononcer, sans savoir...

Ont suivi des délibérations au sujet du Cœur de Ville, y compris un avenant annonciateur de surcoûts pour les travaux (+ 357.000 €), une baisse (encore !) du budget du CCAS (- 500.000 €), une décision en forme de restriction pour la formation des élus, des délibérations redondantes au sujet du projet médiathèque, ou de la lumière (en fête ?) ou en éclairage urbain...

Ce fut donc un conseil orienté sur le prestige, où le maire, en cabotin exemplaire, s'est appliqué à essayer de se montrer bon apôtre. On ne s'y trompera pas, cette comédie renifle la mise en scène, où ses élus-supporters, briefés pour applaudir à la phrase près, dévoilent le montage orchestré d'avance. C'est tout ce qu'on leur demande !

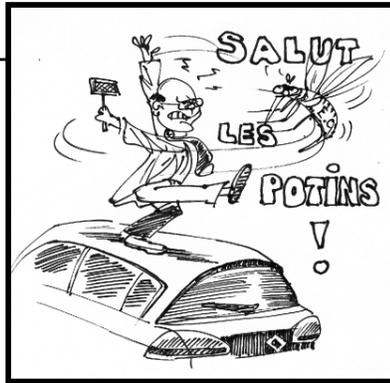
Fantomette

Prochains CM à Chartres :  
9 et 23 septembre

✪ **Feu révolution.** Dans la nuit du 4 août 1789, l'assemblée constituante abolit la féodalité et sa pyramide de soumission des hommes envers d'autres hommes. Presque 225 ans plus tard, le 10 juin 2004, dans *Le Nouvel Obs*, le socialiste chartrain Bernard Farion déclare : «...je ne serai pas candidat contre Georges Lemoine». C'est triste une révolution qu'on enterre...

✪ **Bob le pédagogue.** A Hélène Piot, journaliste au *Nouvel Obs*, qui lui demandait des renseignements sur les recours déposés contre le parking Q-Park, Robert Boulanger, adjoint chartrain à l'Urbanisme, aurait répondu : «ce n'est pas la peine, vous ne comprendrez rien !».

✪ **Casseur de pub.** Contrairement à ses pairs, le gérant du bar-tabac-pressé de la place des Halles a choisi de ne pas afficher sur sa vitrine la moindre pub pour le dossier chartrain du *Nouvel Obs*. Pour ne pas s'attirer d'éventuelles représailles de la part des élus gorgiens qui sont des clients réguliers.



aujourd'hui : quelques personnels ont reçu un sésame gratis. Machiavel a de beaux restes...

✪ **RAS.** Conseil d'administration de la SEM Chartrexplo courant mai, sous la présidence de JPG. Il ne s'est pas trouvé un seul administrateur pour demander des explications au sujet de l'embauche (sur des fonds publics) de Mélanie Gorges par son patron de père. Et ce, en dépit d'une enquête judiciaire en cours...

✪ **Partira ?** Il se murmure que Wilson Valor pourrait ne pas briguer un

au 3<sup>ème</sup> étage de l'Hôtel-Dieu à Chartres. Résultat : 10 morts... Pour éviter qu'un pareil désastre se reproduise, le conseil d'administration des Hôpitaux de Chartres (présidé par JPG) programme la climatisation de ...la salle de restauration, restriction budgétaire oblige. Et, en plus, cet été 2004, il n'y aura que deux aides-soignantes pour gérer nuitamment l'étage. Soit. Mais alors que la hiérarchie hospitalière entend cette suggestion venue d'en bas : que l'on investisse dans un grand frigo pour y stocker des draps. Dont on se servirait pour enrouler dedans les pensionnaires. Sensation de fraîcheur garantie.

✪ **Blessure de guerre.** Vendredi 18 juin, conseil de la Comach, JPG a fait la sourde oreille à l'opposition de gauche, refusé le débat en expédiant la séance. La tendinite cérébrale provoquée par le *Nouvel Obs* n'est pas prête à se résorber...

✪ **Doublement gratis.** Au CM du 24 juin, il a été annoncé que les résidents du Cœur de Ville chartrain pourront stationner gratuitement deux voitures et non une seule comme prévu initialement dans le contrat de délégation de service public avec Q-Park. Pourquoi ce changement ? Sans doute à cause de la grogne des Chartrains. Mais la vraie raison, c'est que JPG possède lui aussi une 2<sup>ème</sup> bagnole pour laquelle il n'avait pas l'intention de payer...

✪ **La république des copains.** La société *Lettrine*, qui mettait en page le magazine de propagande *Votre Ville*, est en liquidation judiciaire. La seule priorité qui vaille pour JPG et Patrick Lage, son directeur de communication : recaser l'ex-patron Lionel Guillaumin, leur copain politique. D'où son embauche comme contractuel (au prix fort) à la Ville à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Le service public à la rescousse des libéraux, c'est le monde à l'envers !

✪ **Veto.** Tous les ans, la Ville de Chartres récompense ses sportifs méritants. Les associations sont invitées à désigner leurs champions. Pour 2004, Chartres Sports Equestres avait choisi Georges Doublier (Poney Club Chartrain), éducateur émérite. Mais Karine Dorange, l'adjointe aux Sports, n'en a pas voulu. On aimerait bien savoir pourquoi.

✪ **De Montgolfier admis à redoubler.** Curieuse façon de lutter contre l'échec scolaire ! En décembre 2003, le Conseil Général décide d'offrir à tous les collèges d'Eure-et-Loir une prime de 100 € (en bons d'achat culture) pour deux élèves méritants par classe de 4<sup>ème</sup>. Comme d'habitude, l'Inspection académique refuse de se mouiller et demande aux conseils d'administration des établissements de le faire à sa place. Dans la plupart des cas, les « CA » ont rejeté l'offre du CG et exprimé le vœu que la somme équivalente soit versée pour le Centre de Documentation et d'Information (CDI)...

✪ **Sans commentaire.** Signe révélateur de l'ambiance qui règne dans les services municipaux chartrains : la moyenne d'absence par an et par agent est de 21 jours (hors CCAS) et de 33 jours (avec CCAS) contre ... 19 jours sur le plan national.



✪ **Privilège.** Un jour ordinaire de juin, rue Daniel-Boutet à Chartres. A l'avant-garde des camions de la fourrière, les policiers municipaux verbalisent consciencieusement les voitures en stationnement irrégulier. Elles y passent toutes. Sauf la Vel Satis du député-maire garée devant un panneau d'interdiction et une porte de garage que les agents de l'autorité publique savent pourtant fictive depuis les révélations de *L'Aiguillon* 39.

✪ **Torchon brûlant.** D'aucuns soupçonnent le président du Conseil Général d'avoir inspiré le réquisitoire du *Nouvel Obs* contre Jean-Pierre Gorges. Albéric de Montgolfier aurait répondu que s'il avait été réellement à l'origine dudit dossier, la critique aurait été plus sévère encore. Sûrement même que la forme du titre de *Une* n'aurait pas été interrogative...

✪ **Droits de réponse.** JPG a demandé la bagatelle de six droits de réponse au *Nouvel Obs* suite au dossier sur Chartres.

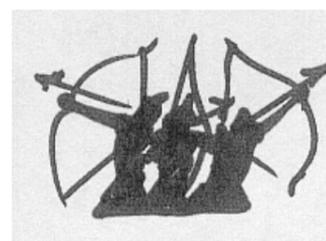
✪ **Diviser pour mieux régner.** Il y a sept mois, JPG avait provoqué la grogne des agents municipaux qui travaillent en centre ville en décidant que ceux-ci ne pourraient plus garer gratuitement leurs voitures dans le parking sous la place des Halles. Changement de cap

3<sup>ème</sup> mandat de maire de Luisant. L'avocat centriste Olivier Dupuy tiendrait la corde pour lui succéder.

✪ **Promesse.** Christian Gigon, maire de Champhol, avait promis qu'il démissionnerait de son poste de directeur de Chartres Habitat (à ce titre, il est salarié de JPG) s'il était réélu conseiller général de Chartres Nord-Est. La victoire a eu lieu. L'été a succédé au printemps. Qu'est la promesse devenue ?

✪ **Et de cinq.** L'association de défense des intérêts des contribuables de Chartres et de son agglomération (ADICCA) ne chôme pas : elle a adressé début juin une 5<sup>ème</sup> demande de jugement au tribunal administratif d'Orléans. Après une action en référé (rejetée) contre la délégation de service public accordée à Q-Park, un recours pour excès de pouvoir dans le même dossier, deux autres contre des délibérations du conseil municipal de Lucé, il s'agit cette fois d'obtenir l'annulation de la délibération du CM de Chartres (18 décembre 2003) qui organise la garantie par la Ville des emprunts de Q-Park pour la réalisation du parking *Cœur de Ville*.

✪ **Chaud devant.** Première dizaine d'août 2003, la température monte jusqu'à 40° dans les chambres des 87 pensionnaires du service de gériatrie,



2<sup>ème</sup> fête de l'Aiguillon





Et le bel oiseau s'en retourna vers des contrées plus hospitalières... Salut, l'artiste!

**Calife.** Lors du CM du 27 mai, Jackie Plault, 1<sup>er</sup> adjoint, a ainsi motivé l'attribution au maire d'une Laguna municipale pour ses trajets quotidiens entre Lucé et son domicile du Loir-et-Cher : «...mais tout de même, à ma connaissance, le Président du Conseil Général possède un véhicule, Monsieur le Préfet aussi et personne n'y voit d'objections. Alors mettons-nous au goût du jour!». Voilà ce qui se passe quand on brûle de devenir calife à la place du calife...

**Averses.** La météo ne l'avait pas prévu. Lors de la fête de Lucé, jeudi soir 10 juin, la course cycliste passant rue de la République a subi une averse de pierres. Rebelote samedi soir : giboulée de pierres et d'insultes à hauteur du centre commercial du Vieux-Puits. «Starsky» Laurans, l'adjoint à la SDSP (Sécurité De Ses Proches), s'est déclaré «outré» et a décidé de punir le quartier qui sera «contourné» l'année prochaine. Qu'on se le dise : pour la fête 2005 en «Cœur de Ville», port du casque de chantier obligatoire !

**Pour les non-initiés :** on nous demande de rectifier que le sigle du Grand Orient de France (l'obédience maçonnique qui est en train de faire sa fête à Morland) est GODF et non GOF, comme indiqué dans L'Aiguillon 42.

**Neuneuland.** Ça ne s'invente pas : le 25 septembre, le Comité des Œuvres Sociales (sorte de comité d'entreprise des personnels municipaux) de Lucé organisera une sortie au parc d'attraction de ...Nigloland, à Dolancourt, dans l'Aube...

**Mannequins.** Encore une manipulation morlandesque : vous vous souvenez des quatre gosses photographiés à la Une du Lucé Info n°17 ? Eh bien, vous ne risquez pas de les rencontrer à Lucé : ils sont des mannequins d'agence de pub dont les trombones ont été achetées grâce à vos impôts.

**Précision.** Dans l'article intitulé « Le débarquement de la Morlandie a commencé », publié dans L'Aiguillon 42, nous avons écrit qu'en avril 2001, Morland avait vendu les murs et le terrain de l'Imprimerie de l'Indre à la SCI de l'Indre (propriété à 96% de la SA luxembourgeoise 2000+ et à 4% de sa fille Edwige), pour la somme de 228.673 €. Précisons que l'imprimerie installée à Argenton-sur-Creuse n'en a pas profité : Morland a donné l'ordre de reverser les trois quarts de l'argent à la SARL HACI, dont le principal actionnaire est ...2000+.

**Cowboys.** Les incidents se multiplient entre les jeunes du Vieux-Puits, de la rue de Bruxelles et la police municipale. Jets de pierre, courses poursuites, voitures incendiées, interpellations plus que musclées... La récente arrivée de quatre policiers en provenance de Chartres - qualifiés de «cowboys» par JPG lui-même - ne serait pas étrangère à la recrudescence de la violence urbaine.

**Un Joly emmerdeur.** Il est l'honneur de l'opposition à la coterie morlandesque. Claude Joly ne désarme pas pour que justice soit rendue contre les magouilles du maire de Lucé. Début juin, il a adressé à ce dernier une lettre lui demandant de produire en Conseil Municipal une délibération qui autorise la Ville à engager des poursuites civiles contre le maire afin d'obtenir réparation des

préjudices subis. Jacques Morland, qui cherche à gagner du temps, lui a répondu que la délibération sera présentée lors du CM de septembre. Si elle est rejetée, Joly demandera au tribunal administratif le droit de se substituer à l'autorité municipale dans les poursuites judiciaires.

**Déconne pas Manu.** Emmanuel Lecomte, conseiller radical d'oppos, réinvente l'intégrisme en politique en se déclarant favorable à une nouvelle défaite de la gauche lucéenne pour les prochaines municipales. Son credo officiel : pas question de s'entendre avec Teboul ni avec Mira ni avec quiconque qui ne ferait pas partie de son sérail microscopique...



**Le baiser de Judas.** L'absence de Jackie Plault - sans parler de celle des élus de l'opposition de gauche - a été remarquée lors de l'audience du 28 juin au tribunal correctionnel de Chartres. Le 1<sup>er</sup> adjoint aurait pourtant lancé l'idée d'un comité de soutien à Morland... Quelqu'un a dû lui conseiller d'arrêter d'en faire trop.

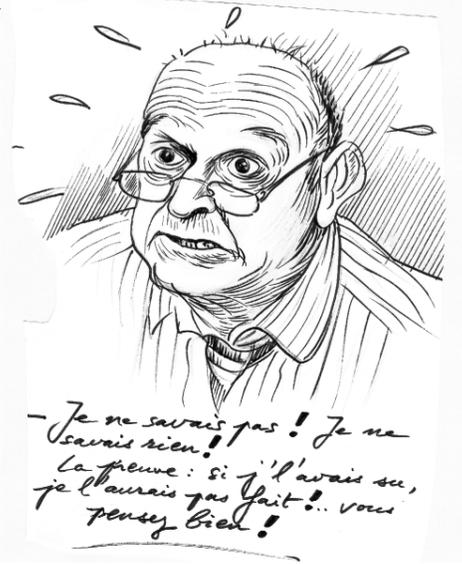
**Avant l'heure.** Pour compenser l'effet désastreux du procès fait au maire, des agents municipaux ont reçu l'ordre de distribuer le 28 juin leur traditionnel cadeau du 14 juillet aux Lucéens de plus de 70 ans.

**Cavalier.** Au procès, Morland a affirmé qu'il ignorait la liaison entre sa fille Edwige et David Chauveau quand, en septembre 2003, il a chargé le père de ce dernier d'imprimer Lucé Info, à la place de l'Imprimerie de l'Indre. L'Aiguillon, lui, savait qu'au mariage de sa sœur Georgette en juin 2003, Edwige avait David pour cavalier...

**Favoritisme.** A l'audience du 28 juin, parmi tous les mensonges débités par Jacques Morland au président Framboise, il en est un qui a fait bondir au moins deux personnes dans le public. Non, l'imprimerie Chauveau n'est pas la seule entreprise dans le département capable d'imprimer Lucé Info. Trois autres sociétés sont tout aussi techniquement compétentes et compétitives : les imprimeries Durand à Luisant, TOPP à Gallardon et ...Morland à Lucé (une société morlandesque rachetée par deux anciens salariés).

**Pas avec moi.** Le Président du tribunal a coupé court au verbe larmoyant du présumé innocent Morland quand celui-ci s'est plaint des prétendues persécutions judiciaires dont il ferait l'objet depuis un an.

**Plus-value.** Le procureur de la république a démontré à l'audience que Morland a manœuvré en toute connaissance de cause, par l'intermédiaire de l'avocat parisien Jacques Bertin, pour vendre à la Ville de Lucé sa propriété du Moulin de Cloyes environ 100.000 F au-dessus du prix estimé par les Domaines : 304.000 € au lieu de 288.000. Pas mal pour un type qui soutient qu'il n'a jamais piqué un sou à ses concitoyens...



- Je ne savais pas ! Je ne savais rien ! La preuve : si j'l'avais su, je l'aurais pas fait... vous pensez bien !

**Morland Président !** Les presque 10.000 locataires de l'Office départemental HLM (OPAC 28) sont ravis d'apprendre que l' élu le plus incompetent d'Eure-et-Loir a été reconduit le 25 juin dans ses fonctions de président (depuis fin 2001). A croire que quelqu'un au Conseil Général souhaite la disparition prochaine de l'établissement public...

**« Non, jamais ».** Le président Framboise à Morland : «Avez-vous déjà été condamné ?» Morland : «Non, jamais». Le président : «Erreur, Monsieur, en 2002, vous avez été condamné par le tribunal de police de Châteaudun pour avoir percuté en voiture un cyclomoteur, parce que vous n'aviez pas respecté les règles de la circulation routière...».

**Dracula.** Après l'Imprimerie de l'Indre, c'est au tour de l'Alençonnaise d'impression de disparaître. Sa mise en liquidation a été prononcée le 29 juin par le tribunal de commerce d'Alençon. Cette imprimerie renommée avait été rachetée par Morland en 1999. Gestionnaire d'opérette, le maire de Lucé avait revendu le fond de commerce agonisant en février 2003, tout en restant propriétaire des murs (afin d'encaisser les loyers du repreneur)...

Le 28 juin restera une date maudite pour Morland, également pour «Starsky» Laurans dont la Clio municipale a eu les quatre pneus crevés sur le parking de Géant pendant qu'il faisait ses courses - le bel abus de pouvoir ! Il a ensuite roulé à plat jusqu'à son domicile et, ainsi, achevé de déchi- queter ses pneumatiques. Devinez qui va payer la réparation ? (Photo Jean Balance).

## Tu te crois encore à Chartres ?

La bibliothèque de La Madeleine pourrait bien disparaître du quartier, avalée par la médiathèque à la place de la future ancienne poste. Lettre désespérée.

**M**adeleine, Où as-tu mis ta bibliothèque ? Souviens-toi un peu, bon sang ; la dernière fois, tu es allée faire tes courses, tu es passée à côté en cherchant le commissariat et puis tu as parlé avec la voisine à la sortie de la danse. Pas d'enseigne, pas de mur coloré, pas de plaque de rue avec un livre ouvert dessiné. Perchée sur une dalle, elle la joue discrète ta bibliothèque, avec son allure qui fleure bon l'urbanisme des années 60-70, tout en horizontale avec les deux grandes tours de logements à proximité. On imagine encore les dessins de l'époque : une famille marche tranquillement promenade des Poètes, les voitures futuristes passent à l'écart, en contrebas sur la rue Ambroise Paré. Dans un coin du dessin, à travers les vitres des salles de lecture, un gamin lit un illustré. De l'extérieur, ton bâtiment a quand même une tête un peu rude avec son fronton en béton rainuré massif tout gris. De l'intérieur, c'est différent, les grandes fenêtres ouvrent sur le quartier. Les activités et les logements sont immédiatement à proximité, face à face. La façon de se poser là où vivent les gens sur le trajet entre les supermarchés et l'école est une utopie passée de mode. Rendre autonome un quartier périphérique, voire y attirer les habitants des communes voisines, n'est pas non plus dans l'air du temps.

Il n'y a pas de librairie ou de disquaire dans ton quartier, à part dans les rayons de Carrefour. Alors, pour un livre, il te faudra aller en «ville», te déplacer volontairement, surtout vers le centre de loisirs, le centre administratif, le centre commercial, le centre ville. N' imagine pas que ce seront les activités qui vont venir à ta porte mais c'est plutôt toi qui devras chercher à te garer à proximité, prendre un ticket à l'horodateur, monter les marches pour ...lire le journal.

Bien sûr, aujourd'hui, tu as une vue sur la cathédrale, détachée au-dessus des pelouses depuis la coursive. Ma pauvre Madeleine, même avec une perspective pareille, tu ne peux plus me raconter d'histoires. Tu te crois encore à Chartres ? Bien à toi.

Horace Lenain



## Au secours les Lucéens !

Lors de la campagne électorale de 2001, les listes Morland et du FN prônaient les économies et le bon emploi de l'argent public. Après trois ans, que reste-t-il de la parole de ces bonimenteurs municipaux ? Ils ont seulement réussi à détruire le social, l'entraide et la culture populaire : suppression de l'ALES, subventions peu de chagrin à l'ESSCALE, rien pour la Croix Rouge...

En réalité, le FN cautionne la

gestion calamiteuse de Morland. Inspiré uniquement par la politique politicienne, il encourage les dépenses inutiles et coûteuses du maire. Une fois de plus, les Lucéens ont été trompés.

Au secours les Lucéens ! Jeunes retraités et Rtistes, défendez vos intérêts ! Bougez-vous pour dénoncer le PACS entre l'UMP et le FN ! La démocratie citoyenne est en danger !

Claude Joly

## Le Petit Dico Juridique

**D'après l'article 441-7 du nouveau Code Pénal, «...est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 € d'amende le fait d'établir une attestation ... faisant état de faits matériellement inexacts».**

JPG affirme qu'un Chartrain, qui assistait dans le public à la séance du Conseil Municipal de Chartres du 27 mai 2004, s'est rendu coupable envers lui, dépositaire de l'autorité publique, du délit d'outrage en accomplissant publiquement le salut nazi et en proférant à deux reprises, à haute et intelligible voix : «Heil». Et l'assigne

donc devant le tribunal correctionnel de Chartres. A l'appui de sa démarche, JPG fournit plusieurs attestations écrites de témoins à charge dont celle d'une femme dans le public qui déclare avoir vu un homme, debout, crier «Heil Hitler»... Ce que l'enregistrement du débat de ce soir-là dément totalement.

Permettez-moi, tout d'abord, de saluer une initiative moderne (le mot n'est pas de moi), qui m'a permis de concilier mes obligations de mère et mon goût pour la politique chartraine : le Conseil Municipal retransmis sur le Net, en «direct live».

J'ai malheureusement manqué le début - proposition moderne : on pourrait avoir les pubs et la météo juste avant le début du premier round, comme à la télé, non ? J'ai d'abord cru à un film de propagande, présenté par M. Masselus, tant le présent et l'avenir de Chartres paraissent radieux. C'est nettement mieux que la météo, en fait ! Puis, retour sur terre, autrement dit aux débats.

Pour avoir plusieurs fois assisté au Conseil Municipal, je trouve un avantage énorme aux «webcams» (j'essaie moi aussi d'avoir un langage moderne, «djeun», quoi !) : on voit tous les conseillers municipaux, les uns après les autres, même ceux, et l'on sait s'ils sont nombreux, qui ne parlent jamais, et qui ne sont là que pour approuver d'une main de plus en plus molle les délibérations. J'ai enfin vu toutes les potiches ! Un problème se pose toutefois : le maire n'annonce pas systématiquement les votes contre et les abstentions. Nous ne voyons pas non plus les mains se lever quand la caméra est en gros plan sur l'un des conseillers. Apparemment, ce n'est pas très grave, puisque M. Gorges dit lui-même à propos d'un vote de M. Rabaté (absent mais qui avait laissé un pouvoir) qu'il fallait comptabiliser «contre» : «ça ne change rien au vote !». C'est beau la démocratie !

### Votre Maire se shoote à la verveine !

Malgré tout, on sent une certaine évolution, il me semble, le maire «délégué» : il y a maintenant quelques privilégiés (Mmes Dorange, Brochet, Fromont,

MM. Guéret, Masselus, Boulanger) qui ont le droit de parler, et même de répondre aux questions de l'opposition. Bref, on fait dans le démocratique maintenant. Et presque dans le soft aussi : plus de tempêtes, d'injures, de mouvements d'humeur incontrôlés et incontrôlables. J'ai un scoop : le maire se shoote à la verveine ! Je ne vois pas d'autre explication à cette métamorphose. D'ailleurs, il est sorti au moins à deux reprises du conseil. Pour prendre sa dose ? On entend même des «vous avez raison, M. Lemoine», surprenant, non ?

L'autre explication est peut-être la présence des caméras : chercherait-on à donner une image plus lisse ? Plus éligible ? Il faut dire que les épithètes du *Nouvel Obs'* «colérique, inquisiteur, méprisant» n'étaient pas très flatteuses. «Attention ! Vous êtes filmée», dit M. le Maire à Mme Vallet, qu'il accuse de prendre la parole de manière intempestive. «Attention ! Vous êtes filmé, M. le Maire», lui susurrent ses conseillers... Et voilà comment on transforme un outil moderne en menace : Big Brother is watching you ! Big Brother n'impressionne pas Mme Vallet, qui a bien raison, mais il impressionne peut-être notre premier édile... Va savoir... Pourtant, il le juge très arriéré, ce pauvre vieux Big Brother ; Internet, c'est moderne, on vous l'a déjà dit ! Mais pas George Orwell... Néanmoins, 1984 est un roman qui, pour avoir déjà 60 ans, mériterait d'être relu (en ligne même, si vous voulez !). Son auteur se piquait de modernité : il

y invente notamment une nov-langue, dans laquelle Miniver est le Ministère de la Vérité. Or, de vérité hier soir, j'en ai manqué...

### Les maisons sans le « tous »

Dans la nov-langue de M. Gorges : maisons de quartier, centres sociaux, soyez bannis, il faut dire : mai-

sons pour tous. Mme Girard, vous avez été durement accablée hier soir, impossible de le nier : aucune maison pour tous n'est fermée, mais combien tournent à vide ? Des travaux ont été réalisés, à St-Chéron notamment, mais où sont passées les activités (actuellement, seule une association BD est accueillie) ? La MPT du Pont-Neuf fait fonctionner ses ateliers, mais que sont devenus les spectacles ? Que se passe-t-il en ce moment même aux Hauts-de-Chartres ? A Bel-Air ?

Les maisons pour tous sont ouvertes, il ne manque plus que les «tous». Mais, rassurez-vous, les habitants des quartiers (je ne suis pas sûr d'avoir le droit au mot «quartier») sont contents des nouvelles peintures, donc, les «tous» vont revenir dans leurs maisons. C'est pas beau, ça ?

Je dois avouer que je me suis lamentablement endormie avant la fin - autre proposition moderne : et si on le faisait en deux parties, comme les téléfilms ? Ça permettrait à tout le monde de se coucher à une heure décente\*. Quand je me suis réveillée, ce matin à 6 heures, y avait plus personne : écran noir. Finalement, c'est moins bien qu'à la télé, y a même pas la neige !

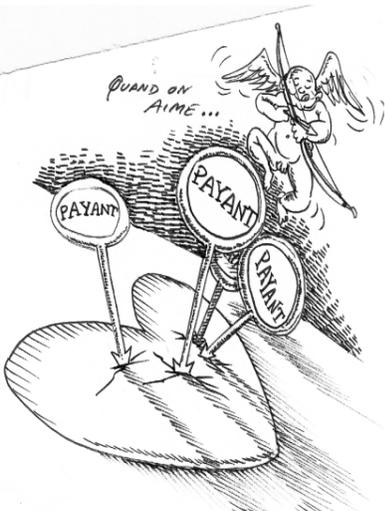
AST (25 juin 2004)

\* J'aurais vraiment très envie d'ajouter : et à M. Lemoine d'assister à l'ensemble des débats... Mais ça fait un peu trop méchante langue.



## «Cœur de Ville», «Cœur de lion», dans les deux cas, tout un fromage...

Une constatation de fait : JPG s'est constitué, aux frais des contribuables, un petit empire de presse : *Votre Ville*, *Cœur de ville le journal*, *Pause-café* (feuille interne à l'entreprise mairiale), *Archéo* et mon petit doigt me dit que d'autres titres vont suivre. But de toutes ces publications : vendre aux Chartres la bonne salade gorgienne. D'ailleurs, dès la page de couverture, le ton est donné : photo du boss, air faussement décontracté à la PPDA (look at the pull-over) dans l'attitude d'un penseur (comment vais-je trouver les sous pour payer tout cela ?) qui ferait la promotion d'un siège high-tech créé par un designer en vogue. Quant à l'éditorial, c'est comme d'habitude une grosse tartine d'autosatisfaction qui claironne encore et encore que les promesses sont tenues, même quand les projets n'ont pas encore vu le jour (médiathèque, complexe cinéma pas encore construits), promesse aussi pour le parking souterrain qui, bien sûr, sera payé par le stationnement. Moi, si j'étais élu de la majorité municipale, j'attendrais qu'il soit bâti et qu'il fonctionne avant d'affirmer péremptoirement qu'il ne coûtera pas un sou au contribuable. JPG est tellement sûr de son fait qu'il rappelle qu'en 2006, la Ville va percevoir une redevance de 300.000 € et qu'en plus, un bonheur ne venant jamais seul, la mairie sera aussi intéressée aux recettes d'exploitation du parking. Comment être sûr de la rentabilité de l'entreprise ? D'ailleurs, n'y a-t-il pas une clause



dans le contrat entre la ville et Q-Park stipulant que Chartres compensera les déficits éventuels ?

Quand je lis ce genre de publication, je constate que la frontière entre information et propagande est bien mince. Je souhaiterais terminer mon propos par un extrait du «Discours sur la servitude volontaire» publié en 1576 par La Boétie : «Je désirerais seulement qu'on me fit comprendre comment il se peut que tant d'hommes, tant de villes, tant de nations, supportent quelquefois tout d'un tyran seul, qui n'a de puissance que celle qu'on lui donne, qui n'a de pouvoir de leur nuire qu'autant qu'ils veulent bien l'endurer, et qui ne pourrait leur faire aucun mal s'ils n'aimaient mieux tout souffrir de lui que de le contredire»...

## Le 11<sup>ème</sup> homme ?

Lors du CM du 24 juin, Yves Naudin, conseiller gorgien, s'est démarqué de son camp dans l'affaire du salut prétendument nazi qu'un Chartrain aurait adressé à JPG pendant la séance précédente du 27 mai. Il a voté avec l'opposition de gauche contre l'inscription sur le procès-verbal du mot «Heil», dont JPG a besoin pour son procès contre ledit Chartrain. L'occasion pour L'Aiguillon de publier enfin le texte inédit ci-dessous, sur une précédente affaire entre Naudin et ses «amis».

Il est raisonnable de penser qu'Yves Naudin ne remplira pas sur la liste municipale de JPG en 2007. Comme en témoigne un échange fameux entre les deux élus lors du Conseil Municipal de Chartres du jeudi 23 octobre 2003. Lors du CM précédent, de septembre, JPG avait été irrité que des conseillers posent des questions budgétaires trop précises en séance plénière, ajoutant même : «Il y a aussi Monsieur Naudin qui connaît un peu la musique mais, enfin, on peut jouer l'imbécile comme ça de temps en temps».

L'intéressé n'avait pas relevé en direct, préférant intervenir un mois plus tard, en ces termes : «Monsieur le Maire, est-ce que poser une question de coût dans une commission des Finances, sur un sujet précis, à propos de laquelle on nous a promis une réponse différée dans le temps, c'est jouer l'imbécile ? (...) Il est difficile de s'entendre dire au Conseil Municipal de faire nous-mêmes les additions de toutes les délibérations pour chiffrer le coût de l'aménagement de la nouvelle Ecole de Musique, voire de tous les projets municipaux (...). Aussi, je vous fais une proposition (...), pourriez-vous nous faire préparer systématiquement, lors des Commissions Finances, un suivi actualisé des enveloppes budgétaires de chacun des grands projets

municipaux ? Ceci pour réduire le nombre de questions dites «imbéciles» posées par certains Conseillers Municipaux assis tout autour de cette table ; les commissions et le Conseil ne s'en trouveront que plus allégés, si tel est votre désir. Merci».

JPG avait rougi de colère quand les dix élus de l'opposition avaient applaudi la tirade. Et sa réponse avait été cinglante : «Si c'est quelqu'un de l'opposition qui fait ça, je comprends. Quand c'est quelqu'un de la majorité, je comprends moins. Il a tous les conseillers de la majorité pour lui demander les explications, il peut poser ses questions par écrit s'il ne peut pas se déplacer, il a les services qui sont ouverts et qui se feront un plaisir de le renseigner». Après tout, avait-il insinué, il n'y a qu'une lettre de différence entre Naudin et Baudin (élu d'opposition radical de gauche)...

Gérard Leray



## Les chiffres ne mentent pas, eux !

Le compte administratif 2003 (qui dresse le bilan financier réel de la gestion communale pour l'an passé) est enfin connu. La majorité gorgienne poursuit la politique de restauration des bons comptes (le maire par intérim Jean-Louis Guillain - divers gauche -, entre 1998 et 2001, avait montré la voie) de la ville de Chartres, après les dérives lemoinesques du mandat 1989-1995). Au prix de coupes sombres dans les secteurs social et culturel. Et avant la mise en route effective de ses grands travaux. Alors, ce sera une autre histoire et les sourires d'aujourd'hui se

transformeront en grimaces simiesques.

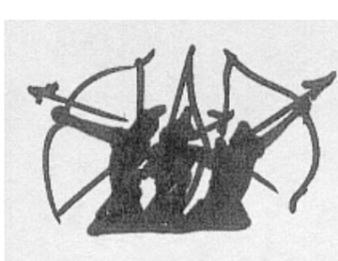
**Impôts.** JPG ment effrontément quand il affirme que les impôts ont baissé à Chartres. Il suffit de regarder les chiffres fournis par la mairie elle-même pour s'en rendre compte : en 2002, le produit des impositions directes s'établissait à 521 € par habitant ; pour 2003, il représente 523 €...

**Dépenses inflationnistes.** JPG avait promis qu'il diminuerait les charges de fonctionnement courantes de 2% par an. On est loin du compte. Par exemple, en 2003 par rapport à 2002, les dépenses

de carburant par la Ville ont augmenté de 13%, celles du chauffage de 30% et celles de l'eau et de l'assainissement de ...71%.

**Du pain, des jeux et des paillettes.** Le budget des fêtes et des cérémonies a doublé entre 2002 et 2003. Et sous couvert d'information des Chartres, celui des publications, catalogues et imprimés municipaux a crû de 26%.

**Indicateur de bonne gestion.** Le plus significatif est le taux de réalisation des prévisions de dépenses d'investissement. En 2003, il a atteint 60%. Bof...



2<sup>ème</sup> fête de l'Aiguillon



# Bien observé

Point de vue

Du haut du *Nouvel Obs'*,  
50% de pages de pub  
vous contemplent...

Après les dossiers aseptisés du magazine *Le Point*, voilà maintenant que *Le Nouvel Observateur* s'intéresse lui aussi à Chartres. Pourquoi tant de sollicitude ? Notre ville serait-elle devenue la vitrine française du libéralisme sauvage ?

D'emblée, au vu de la couverture, on note la volonté des journalistes de ne pas être complaisants puisque la photo de notre maire est accompagnée d'une question provocatrice «Jean-Pierre Gorges est-il à la hauteur ?». Pour nous, la réponse est évidemment non, mais à chaque chose malheur est bon car, comme disait mon grand-père, moins on est haut, moins on se fait mal en tombant. En schématisant, on peut dire que le dossier tourne autour des deux parrains qui ont dirigé ou dirigent la ville depuis près de trente ans : Georges Lemoine et Jean-Pierre Gorges.

Passons ce qui concerne le premier pour nous arrêter au second, en particulier aux «Trois questions posées à Jean-Pierre Gorges». On y apprend que JPG n'a que deux mandats : maire et député. Toutes les autres responsabilités dont il use et abuse lui ont été octroyées de surcroît. L'interview vire carrément au comique quand JPG affirme qu'il a accepté la présidence du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) à la demande générale. Ce doit être étouffant d'être aimé à ce point. Heureusement que le conseil d'administration du SDIS (ndlr : les pompiers) l'a dégrisé en lui refusant un siège en son sein.

Dans cette interview, on peut également toucher du doigt toute l'af-

fection que notre premier magistrat porte aux fonctionnaires territoriaux. Dégustons ce court florilège : «fonctionnaires inféodés à l'équipe municipale précédente», «on met un certain temps à les pister», à propos des agents poussés vers la sortie : «je ne veux pas les rendre malheureux» (plus cynique tu meurs !), «des gens qui ne foutent rien». En résumé, il aime les fonctionnaires aux ordres, des fonctionnaires robots en quelque sorte. JPG dirige la mairie en informaticien qu'il est, avec une vision binaire des gens et de la société : d'un côté les bons, de l'autre les mauvais, à droite le bien, à gauche le mal. C'est simple et ça rassure.

Ce mépris pour toute contestation m'amène à une remarque concernant le fait que Jean-Guy Muriel, directeur de cabinet du maire, est ou serait,

d'après *Le Nouvel Obs'*, proche d'«Action Française», un mouvement antidreyfusard créé il y a un siècle et influencé par le monarchiste Charles Maurras. Prônant le traditionalisme contre-révolutionnaire et le nationalisme, ennemi de la démocratie et de la République, ses adeptes souverainistes n'ont toujours eu que haine pour tous ceux qui ne se rallient pas à leurs principes. J'emploie le présent de l'indicatif à dessein car ce mouvement existe toujours. Il édite la revue *L'Action Française* et possède une adresse à Paris. En tout cas, à l'instar d'«Action Française», à Chartres, on pratique allégrement l'excommunication.

Plus souriant, JPG nous confie, page 6, qu'il n'est pas une Ferrari. Cette marque étant symbole d'élégance, l'assimilation était de toute

façon impossible. Venons-en à la page 12 pour «Ce qui bouge, ce qui coince». On constate que le nombre de lignes consacrées à ce qui coince est nettement plus important que celui consacré à ce qui marche. Et même au chapitre «ce qui marche», certains projets ne marchent que sur une jambe. La propreté de la ville : le fait d'avoir installé une quarantaine de canisites n'est pas une panacée, la crotte est toujours bien présente dans les rues et sur les places. Pour *Cœur de Ville*, «wait and see». Quant à la médiathèque, le financement est aléatoire. De plus, les Chartains amateurs de lecture et de musique n'ont jamais demandé une deuxième cathédrale mais souhaitent plutôt un réseau de bibliothèques le plus étoffé possible afin qu'ils puissent y accéder facilement quel que soit leur quartier de résidence.

«Colérique, inquisiteur, méprisant, Jean-Pierre Gorges est-il à la hauteur ?». Malgré quelques menues erreurs, l'article donne, somme toute, une photographie assez réaliste de la gestion gorgienne de la ville qui est certainement libérale mais, à coup sûr, pas démocratique.

Domage que ce dossier se termine par une fausse note : une tribune libre signée Claudine Aucher. Que vient-elle faire dans cette galère ? Certes le propos est aimable (surtout pour l'actuelle majorité municipale) mais la lecture de ce billet me rend perplexe : Mme Aucher s'occupe-t-elle de l'Accordéon-club ou de l'Office de tourisme ? De toute façon, cela mérite une subvention supplémentaire.

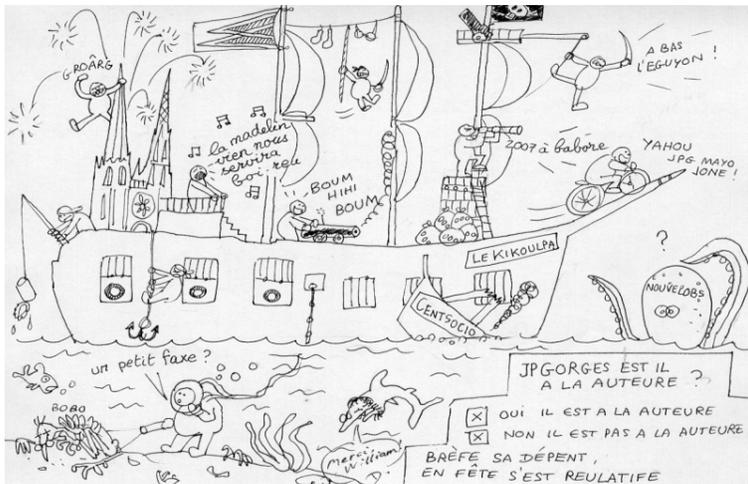
Athout Haleur

Le titre du Spécial Chartres, «Jean-Pierre Gorges est-il à la hauteur ?»... Nul de chez nul. Condescendant et dérisoire. *Le Nouvel Obs'* est-il à la hauteur de son sujet pour distribuer ainsi bons et mauvais points ? Eh bien oui, Gorges est «à la hauteur». Il est à la hauteur de son projet qui est de faire «bouger les choses» à Chartres et, en collant au maximum à ses promesses électorales, de se faire réélire. Et visiblement de dire ainsi merde à tous ceux qui ne sont pas contents, à gauche et à droite.

Bon, faire-bouger-les-choses, ça passe par beaucoup de démagogie et un champ de ruines culturel et social. Bah, d'après son ordinaire, ça doit passer. Passer au bulldozer et, s'il le faut, à l'adoucisseur. Au culot, en tout cas : les Français aiment bien le style Bonaparte, Fouroux, Sarkozy, non ? Il est pas content de son portrait en «colérique, inquisiteur, méprisant» ? Peut-être bien que si. Il y a juste cette histoire avec la subvention à Bethléem ; là, l'impérieux stratège se fait chatouilleux. Les chatouilles, c'est ça qui les perdra, les impérieux stratèges...

A part le titre ? Bof, correct, objectif. *L'Aiguillon* ne les a pas trop excités, mais bon, nous, on craint pas trop les chatouilles...

Dimitri Keltchewsky



## Lemoine divorce d'avec la gauche

### Le gars qu'a mal tourné...

Depuis quinze ans, Georges Lemoine est passé du statut de bâtisseur (1973-1989) à celui de destructeur du socialisme eurélien. La première alerte s'était produite au début des années 1990 quand, contesté au sein du PS local, il avait décidé de jouer «perso» en créant l'UREL (l'Union des Républicains d'Eure-et-Loir) comme tremplin électoral pour conserver ses mandats de député (1993), de maire de Chartres (1995) et reconquérir le Conseil Général (1994). Le drame est qu'il avait réussi dans deux cas sur trois.

La deuxième alerte arrive aujourd'hui avec, en point d'orgue, les échéances de 2007. Lemoine ne supporte pas que Jacky Jaulneau, le conseiller général-maire de Chuisnes (dans le canton de Courville), se soit subtilement imposé comme le nouveau leader de la gauche au sein du CG. Il enrage aussi d'avoir été doublé par des conseillers plus jeunes que lui pour les postes à responsabilité dévolus à l'opposition dans l'instance départementale.

Lemoine a toujours soif des combats politiques. Si ceux contre la droite ont fini par le lasser, désormais en revanche, il veut consacrer son énergie à guerroyer contre la gauche. Le sens de son discours prononcé en séance plénière du CG, le 14 juin dernier, est sans équivoque. Extraits :

«...nous vivons dans un système UMP, c'est-à-dire que, d'un côté, il y a l'Union Majoritaire pour un Président (ndlr : derrière le président Albéric de Montgolfier), et de l'autre, l'Union Minoritaire pour un Présidentiable (ndlr : derrière le socialiste Jacky Jaulneau). (...) Nous fonctionnons avec un système bolchevik (ndlr : majoritaire) et un système menchevik (ndlr : minoritaire). Moi, il se trouve que, maintenant, je pense qu'on peut peut-être faire autre chose. Alors donc, je propose, après en avoir délibéré avec moi-même (ricanements dans l'assemblée), la création d'un groupe autonome départemental pour la démocratie sociale. Le groupe s'appellerait le GADDS et, pour lui donner une dimension un peu poétique, j'ai repris le titre d'un poème de Gaston Couûté : «Le gars de chez nous». On voit où se situe le groupe...».

A défaut de voir, on comprend surtout que le dissident Georges Lemoine a décidé d'user de son pouvoir de nuisance - le seul qui lui reste - pour empêcher la gauche de redevenir majoritaire dans trois ans. En faisant sienne la devise «après moi le déluge»...

Gérard Leray



## Forum Social Chartrain

### Une autre ville est possible !

L'objectif du maire de Chartres et de ses adjoints est clair : casser le lien social. Ainsi, Centres Sociaux, Maisons Pour Tous et Régies de Quartier, c'est fini ! Toute la vie associative est en danger. Cette casse supprime et supprimera des emplois dans toutes les structures. Cette casse exclut et excluera des centaines d'enfants des centres de loisirs.

Le libéralisme de la municipalité chartraine, c'est le règne de l'argent. A Beaulieu, il en coûtait 1 € par jour et par enfant pour aller au centre de loisir du quartier. Aujourd'hui, il en coûte 4 à 5 fois plus cher par enfant pour aller au Rigeard qui ne peut proposer que 150 places (les centres dans les quartiers en accueilleraient le double). C'est l'isolement des «pas riches» puisque le maire estime que les enfants de chômeurs doivent manger chez eux plutôt qu'à la cantine ! C'est la culture en danger. Pourtant reconnue comme une parfaite réussite en matière de programmation culturelle, la MPT du Pont-Neuf est réduite au silence. Désormais, à Chartres, il n'y a plus de place pour la solidarité.

Le Forum Social Chartrain est né de la volonté de résister à cette politique libérale, de la combattre et de construire une autre politique sociale. Suite au forum organisé à l'initiative des communistes à Mainvilliers en décembre 2003, des militants et des citoyens de toutes sensibilités, de toutes appartenances ont décidé de se rencontrer pour bâtir ensemble. Dénoncer la casse, résister, expliquer, agir. Mais aussi re-tisser les liens distendus du tissu social, du tissu associatif. Ne rien faire sans les gens, toujours faire avec eux.

Au-delà de l'action quotidienne, nous proposons à l'ensemble du monde associatif de réfléchir, débattre et rédiger une Charte de la vie associative.

Dès septembre 2004, nous inviterons l'ensemble des associations à se rencontrer pour élaborer, enrichir et écrire cette volonté de vivre et s'épanouir par l'échange solidaire.

Si vous souhaitez participer à ce Forum Social Chartrain, vous pouvez vous adresser à une des organisations fondatrices ou laisser un message à l'adresse suivante : forumsocialchartrain@wanadoo.fr

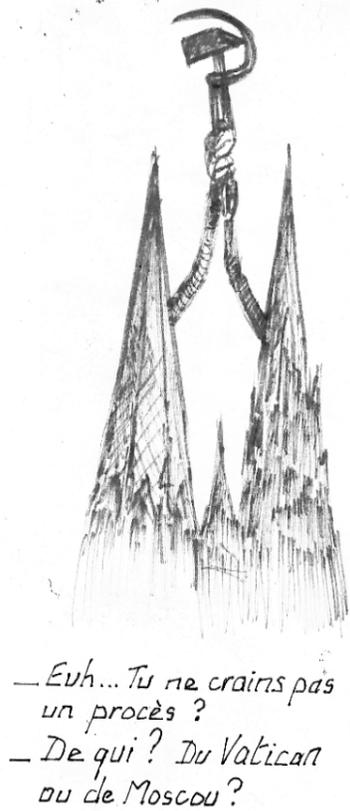
Organisations fondatrices : ATTAC 28, Énergies Citoyennes, FSU, les Lutteurs, la JC, MRAP, Parti Communiste Français, Parti Radical de Gauche, Parti Socialiste, Réagir pour Chartres, République et Démocratie Chartraine.

### L'Humanité sera ce que tu la feras...

Un texte signé Jean Genet paru dans *L'Humanité* du 30 juin 1977 : «La cathédrale de Chartres, vue cavalière», un tableau de Maurice de Vlaminck : «Nature morte à l'Humanité» présenté au musée de Chartres, ainsi est née l'idée de faire en Eure-et-Loir la fête à *L'Humanité* pour ses cent ans.

Ce samedi 26 juin, les communistes d'Eure-et-Loir ont voulu une promenade politique, culturelle et conviviale. Commencer par une visite de la cathédrale, c'est d'abord rappeler qu'elle est une représentation phare de notre culture, ensuite que le patrimoine, y compris religieux, est la richesse de tous, enfin que le respect des convictions de chacun est une valeur essentielle de la République française.

«Jaurès» de Jacques Brel, «Anne, ma sœur Anne» de Louis Chedid donnèrent le «la» de cette journée qui ne voulait rien oublier. Pique-niquer au parc Léon Blum au pied de la cheminée de l'ancienne fonderie «SOCAM» avant de partir en balade vers la gare en chantant «Le chiffon rouge» de Michel Fugain, c'était d'autres manières marquer notre profonde haine pour les guerres, les génocides, le fascisme et toutes les formes d'exploitation des femmes, des hommes et des enfants. Pour autant, l'espoir, l'utopie, l'avenir sont des sourires qui animent les communistes. Pierre Sémard (cheminot, syndicaliste CGT, militant communiste), comme sa camarade Danielle Casanova ont su dire dignement que l'on peut mourir pour que vivent les autres. Chanter «L'Internationale» devant la préfecture, symbole s'il en est du pouvoir, fut un moment particulièrement chaleureux. Maurice Perche, Etienne Janci, Jean Hardy et Marcel Chartrain nous ont écrit, auprès de la statue des Droits de l'Homme, des mots pour saluer hier et construire demain. D'autres auraient pu témoigner, d'autres méritaient notre visite : Gabriel Péri, Guy Môquet, Aristide Briand, Anatole France et Louis Aragon en sa bibliothèque de La Madeleine.



Suite page 6



## Quelle Europe pour demain ?

La veille du scrutin européen, au Café Floribar, nous sommes une petite vingtaine de citoyens à débattre sur l'Europe. Le postulat de départ selon lequel «l'Europe c'est la paix» ne fait pas l'unanimité. Et plusieurs citoyens d'affirmer que la guerre économique qui s'est substituée à la guerre politique entre les nations européennes génère aussi drames et désolations sociales. Le modèle néolibéral est naturellement mis en accusation, qui fragilise les petites gens, délocalise les richesses, remet en cause les acquis sociaux, au nom de l'intérêt supérieur de la croissance et des actionnaires.

Le fait que le texte de la constitution européenne, sur lequel les 25 États de l'Union viennent de s'accorder, fasse un dogme inflexible de la concurrence «pure et parfaite» hérisse le poil des débatteurs. Parce que ces derniers sont attachés à la défense du service public, ils réclament du président de la république l'organisation d'un référendum.

Dans la foulée, le déficit démocratique de la construction européenne

est fustigé. Il est aberrant que l'essentiel du pouvoir au sein de l'Europe appartienne à la Commission de Bruxelles, non issue du suffrage universel. On s'interroge également sur le rôle du Parlement européen, sur sa capacité à faire progresser l'Europe sociale, c'est-à-dire à harmoniser les conditions de vie de ses 455 millions d'habitants.

Mais avant cela, peut-être faudrait-il construire une Europe forte, en défense et diplomatie, une Europe capable de parler d'une seule voix...

Reste la question de l'intégration de la Turquie dans la famille européenne. Alors que des partis de droite se déshonorent en reprenant la thèse de l'extrême droite sur la menace islamiste, ceux de gauche doivent se souvenir que la Turquie, grande nation culturelle et commerçante, s'est fondée sur le pilier de la laïcité, et qu'elle a plus que jamais besoin de nous pour fortifier sa démocratie.

Prochain Café Politique le 4 septembre au Floribar :

Qui comprend le texte de la constitution européenne ?

13 juin 2004

## L'abstentionnisme bat le record d'Europe

Qui se souviendra longtemps de la défaite cinglante subie par l'équipe d'Europe contre celle de l'abstentionnisme le dimanche 13 juin 2004 pour la 6<sup>ème</sup> élection du Parlement de Strasbourg ?

Une moyenne de 44,6% de votants dans les 25 États de l'Union, 47,5 en France, 42,5 en Eure-et-Loir, 43,9 à Chartres et Champhol, 43,8 à Luisant, 42,8 au Coudray, 41 à Lèves, 40 à Mainvilliers et seulement 33,4% à Lucé !

Que la honte soit sur nos institutions démocratiques incapables d'insuffler la fibre européenne dans l'esprit des citoyens. Que la honte soit aussi sur le parti du Président de la République Française, contre lequel 83,35% des électeurs se sont exprimés mais qui pourtant refuse d'entendre la vox populi. Dans quelle démocratie vivons-nous ? Faudra-t-il une révolution pour le chasser du pouvoir ?

## Canicule

Été 2003, canicule. Exceptionnelle. Durable. Les vieux, nos vieux, tombent comme des mouches. Ils crévent, souvent seuls, dans leurs appartements au sein de mégapoles surpeuplées ou dans des maisons de retraite démunies de moyens matériels et humains. Les hôpitaux habituellement en sous-effectif, le sont davantage en période estivale. C'est le mois d'août, c'est les vacances. Un urgentiste, syndicaliste charismatique, alerte l'opinion. L'administration, anesthésiée par la «clim» des bureaux de la République, démontre son incompétence à sortir de sa torpeur estivale. Elle ne joue pas son rôle de régulateur, de courroie de transmission entre le terrain et les politiques. Les ministres dont s'est dotée la France ont du mal à quitter la fraîcheur de

leur piscine. Responsables mais pas coupables. Je ne conteste à personne le droit de partir en vacances. Pas même aux élus. D'autant que ceux-ci l'avaient particulièrement bien mérité après le mouvement social du printemps provoqué par la réforme des retraites. Ce que je conteste, c'est le droit de continuer de gérer la vie publique alors qu'on a été responsable d'une défaillance administrative conduisant à une catastrophe humanitaire. Il est bon de rappeler qu'il y a eu plus de victimes de la canicule en France qu'il n'y en a eu aux USA un certain 11 septembre. Ah, c'est sûr, le symbole n'est pas le même ! Lequel préférons-nous ? Vaut-il mieux s'occuper de la mémoire qui nous a donné vie ou de pétrodollars et stock-options agonisants ?

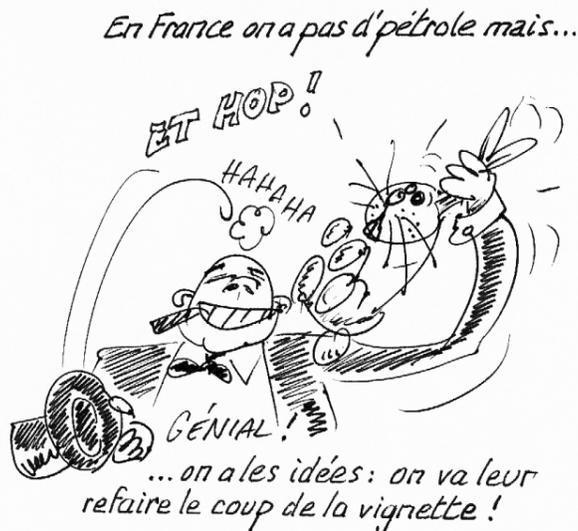
Philip Lafeuil

## La culpabilisation, ultime arme de l'ultralibéralisme

Alors, comme ça, le 31 mai 2004 est le dernier lundi de Pentecôte chômé ? Ben, ouai ! C'est pour les vieux. À vot' bon cœur, M'sieurs, Dames ! C'est Raffarin qui l'a dit. On va travailler un jour de plus en France en supprimant un de ces jours fériés qui empêchent le développement de nos entreprises dans le monde entier. Comme ça, on va pouvoir acheter la «clim» aux vieux. Ah, ça, y vont être contents les vieux. Y sauront pour qui voter ! D'autant que les vieux d'aujourd'hui, c'est pas les mêmes que ceux qui devaient bénéficier de la vignette. Vous vous souvenez ? Mais si, la vignette... sur les automobiles. Plus la vôtre était puissante, plus vous payiez cher. Aujourd'hui, sa logique disparition encourage la prolifération des 4x4 surpuissants et hypergourmands en carburant. Mais à l'origine la collecte des vignettes devait être redistribuée aux vieux (je ne sais pas comment, j'étais pas né). Tu parles, y z'en ont jamais vu la couleur !

Oui mais aujourd'hui, c'est pas pareil : il s'agit d'augmenter le PIB. «Je vous échange deux barils de PIB contre un baril de pétrole». Ça ne vous rappelle rien ? Et si je vous dis : «En France on n'a pas de pétrole, mais on a des idées». Ah, ça y est, les slogans publicitaires des réclames vous reviennent du fin fond de votre enfance. Pur produit du giscardisme ringard, le premier ministre roule les Français dans ses raffarinades. J'ai quand même vachement de mal à comprendre (cela doit être parce que je ne suis pas un économiste ultralibéral) comment les entreprises prospères peuvent licencier en même temps qu'elles demandent au personnel survivant de travailler plus.

Il me semblait que le capitalisme paternaliste se résumait à un principe simple : plus on a de travail plus on embauche, moins il y a de travail moins on embauche. C'est là la différence avec la doctrine libérale : plus il y a de

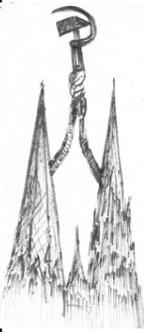


travail plus il y a de bénéfices, plus il y a de délocalisations plus il y a de bénéfices, plus il y a de licenciements plus il y a de bénéfices, plus le personnel travaille plus il y a de bénéfices, plus il est malade plus il vieillit vite et plus il coûte cher à la sécu, plus il y a de déficits budgétaires publics plus il y a toujours et toujours plus de bénéfices...privés.

Alors, le lundi de Pentecôte 2005, travaillez bien. Déculpabilisez-vous, c'est pas pour de nébuleux investisseurs que vous travaillez, c'est pour les vieux, c'est pour vous...

Philip Lafeuil

## L'Humanité sera ce que tu la feras... (suite de la page 5)



La minute de silence des promeneurs devant le monument Jean Moulin honorait la Résistance dans sa diversité et sa richesse. Avant, il était bien de dire que «l'invention» des services publics à la sortie de la guerre était un trésor du peuple français à défendre et à

développer.

Jean Jaurès, initiateur du journal *L'Humanité*, avait aussi la Révolution française «au cœur». L'abbé Sieyès, dans un pamphlet mémorable de 1789, nous donna à lire une définition clairvoyante de

«Qu'est-ce que le Tiers État ?» avant d'entendre l'analyse sereinement juste de l'historien Jaurès. Nous sommes restés au centre des vrais problèmes humains en signant la carte pétition présentée par l'Association de solidarité avec les camps palestiniens de Bethléem, à l'angle de la rue du même nom. Pierre Ysmal, au nom de la Société des Amis de l'Huma, nous a fait partager son enthousiasme, sa lucidité politique et son attachement communicatif à *L'Humanité*.

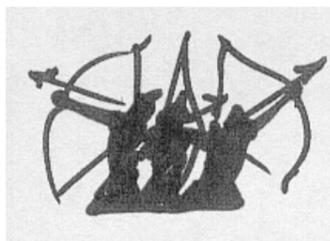
Comment mieux prolonger cette journée si ce n'est en écoutant Philippe Lipchitz dire «L'Affiche Rouge» d'Aragon et lire des extraits du texte de Jean Genet

dans les jardins au chevet de la cathédrale ? Comment mieux la finir si ce n'est en découvrant, avec l'aide précieuse de Thierry Jugan, la «Nature morte à l'Humanité» de Vlaminck ? Le pot de la fraternité nous a tous réjouis avec l'annonce et de la *Fête de L'Humanité* les 10, 11 et 12 septembre 2004, et de la prochaine initiative des communistes du département pour le centenaire de *L'Humanité* : un forum sur le nécessaire pluralisme de la presse dans le courant du dernier trimestre 2004. *L'Humanité* est née le 18 avril 1904, joyeux anniversaire et longue vie !

André Bonjour



Qu'huit



2<sup>ème</sup> fête de l'Aiguillon



Les Parias



Corai



## La sauce à laquelle nous allons être mangés

### - L'individualisation des risques sociaux

Les réformes en cours visent à transférer aux individus la responsabilité de gérer leur «capital» : de retraite par la capitalisation, de santé, par l'assurance privée et leur «capital» emploi par le biais du RMA et autres contrats de travail «provisoire».

### La socialisation des risques économiques

Ainsi, le plan de sauvetage d'Alstom, soutenu par l'État français, permet à l'entreprise d'échapper à une catastrophe économique et sociale. Pour combien de temps ? Pourquoi l'entreprise en est-elle arrivée à cette situation ? Mauvaise gestion ? Lorsque les exigences financières des bailleurs de capitaux et de fonds de pension conduisent à fixer la rémunération du capital, sans tenir compte des performances de l'entreprise, c'est le coût de la main d'œuvre salariée qui devient la variable d'ajustement et qui supporte alors le risque.

### - La remise en cause du droit social, de la protection sociale et des acquis sociaux

La réforme du code du travail est en projet. Raffarin a annoncé une grande loi sur le travail et l'emploi. Une commission d'experts est chargée de moderniser et de sécuriser le droit du travail et des pistes sont annoncées : réviser le code avec différentes sources de droits, encadrer de nouvelles formes d'emploi, limiter le contrat de travail et l'emploi salarié par le développement des emplois indépendants, des contrats de mission ou de projets, réviser les modali-

tés de rupture des contrats de travail, faciliter la sous-traitance.

### - Le développement de l'attractivité de la France

Afin de drainer toujours plus de capitaux et d'investissements internationaux, le gouvernement Raffarin vient de créer un Conseil Stratégique réunissant des «personnalités» (dont notre JPG !) et des patrons de grands groupes internationaux, chargé de publier un tableau de bord semestriel des points forts et faibles de la France. Notamment, la notion de coût salarial servira de point de comparaison avec les autres pays européens : un guichet unique sera mis en place pour accélérer et simplifier les procédures d'entrée, de séjour et de travail des cadres étrangers de haut niveau et de leur famille. Un budget de 10 millions d'euros par an est débouqué pour une campagne internationale de communication destinée à promouvoir l'image de la France.

Pour faire avaler la pilule, le gouvernement manipule l'opinion, culpabilisant les salariés de la dévalorisation de l'image du travail. Du plus profond des temps, l'idéologie du maître a consisté à persuader les valets que le travail est le propre de l'homme, qu'il est la plus belle chose au monde. S'il ne travaille pas, l'homme n'est rien, seulement un parasite, un déchet social, un fainéant. Il faut travailler pour vivre et vivre pour consommer. «Travaille et prie, vis sur la paille, tu auras de la tarte au paradis quand tu mourras !» chantait Joe Hill, caricaturant l'Armée du Salut, dans les mouvements de travailleurs des années 20 aux USA. Maigre consolation !

## Replacer l'homme au cœur de l'économie

Il n'y a pas une mondialisation mais plusieurs, qui obéissent à des logiques très différentes. L'économie, c'est l'activité qui met en relation des hommes et des femmes - ressources humaines - et des éléments matériels : le capital, la marchandise, la monnaie, pour transformer le monde afin de satisfaire les besoins humains. L'économie combine ainsi deux facteurs essentiels, l'humain et le matériel. Il y a par conséquent, deux façons de concevoir une logique économique, selon qu'on l'aborde sous l'angle des «choses mortes» ou sous celui de l'humain et de sa destinée.

Replacer l'homme au cœur de l'économie : cela veut dire : le substituer à «l'individu» des néo-libéraux : leur individu, dépouillé de son identité propre, n'est qu'un atome de la société, pure abstraction, sans affect, ses relations avec autrui se limitant aux échanges marchands. Et de manière très concrète, placer l'homme au cœur de la décision, ce qui signifie : subordonner la norme économique et la norme marchande au respect des normes sociales et environnemen-

tales sans détournement possible.

Des réponses sont esquissées par des pratiques qui émergent des mouvements sociaux. Des luttes majeures contre les politiques libérales imposées de force ont vu le jour, comme le grand mouvement social de décembre 1995 contre la politique d'Alain Juppé. Une nouvelle radicalité doit être construite, alliant les pratiques de résistance sociale, culturelle, politique et intellectuelle à la volonté de dépasser de cette réalité libérale économique. Des contre-propositions émergent dans les conférences internationales portées par les mouvements de résistance (associations, ONG). Il reste à inscrire ces propositions dans un projet alternatif cohérent.

On peut être optimiste depuis que ces mouvements citoyens ont réussi en 1998 à faire capoter l'AMI (Accord Multilatéral d'Investissement : un projet d'accord qui visait à instaurer une liberté totale des investissements dans le monde en réduisant les États au rôle de courroie de transmission des intérêts privés) ; depuis que Monsanto, géant américain de l'agrochimie, s'est vu contraint de renoncer à son projet «Terminator» (un dispositif qui rendait stérile la plante, obligeant les agriculteurs à racheter chaque année de nouvelles semences) ; depuis que les grandes firmes pharmaceutiques internationales ont dû renoncer à des procès contre des États africains «coupables» de vouloir contourner leurs brevets pour lutter contre le sida. Les forums sociaux internationaux (Porto Alegre en 2001, Florence en 2002, St-Denis en 2003, Bombay...) réunissant les mouvements de résistance au système libéral, créent des espaces de rencontres et offrent la possibilité de formuler des projets globaux pour une autre mondialisation capable de replacer l'homme au cœur de l'économie. Les représentants de la finance internationale et des groupes transnationaux sont certes très puissants mais ils ne sont pas les maîtres de tout l'appareil économique. Ils dominent l'offre cependant que nous avons une influence sur la demande.

Au travers d'actions en apparence mineures (commerce équitable, épargne solidaire, médias alternatifs...), de débats planétaires (biodiversité, aide publique au développement) en passant par des leviers plus locaux (démocratie participative, gratuité des services publics), la mouvance altermondialiste pèse sur les enjeux et les débats de la «gouvernance mondiale». Elle prône le mieux disant social et environnemental, la diversité culturelle, la protection des services publics. Des instruments qui garantissent les droits fondamentaux de l'Homme.

*Chartres s'endormait...*



Le travail, fondement du statut social et des revenus, est de moins en moins nécessaire à la production de richesses. La crise actuelle sans précédent, est celle du passage du monde du travail à celui du non travail. Une transition qui se traduit par l'exclusion du travail de centaines de millions d'individus.

La faiblesse du projet social proposé par les gouvernements libéraux accentue cette situation et laisse supposer que le pire est à venir. La France avait échappé à la décennie libérale Thatcher-Reagan (années 1980). Mais depuis 2002, celle-ci revient en boomerang, relookée et radicalement appliquée par l'UMP et Raffarin. Les réformes proposées ne sont que l'exécution méthodique et systématique du projet de «Refondation

sociale» du MEDEF, lui-même inspiré des réflexions de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International.

à une nature considérée comme hostile et dans un univers de rareté des ressources. Cette vision s'exprime dans la concurrence comme moteur de la vie en société et le chacun pour soi. Toutes les créations visant à assumer collectivement les risques concrets et à l'enracinement des personnes dans des structures sociales sont vues comme des archaïsmes, obstacles à la créativité et à l'efficacité économique. Dans l'imaginaire

## Le système libéral met en cause le travail

Cette nouvelle doctrine «sociale» met en avant le RISQUE comme porteur de valeurs. Selon l'idéologie libérale, la société se constitue à partir d'individus nomades, atomisés, confrontés à la lutte pour la vie, face

capitaliste, le risque est la source d'innovation et le profit est la rémunération juste et légitime de la prise de risque. La précarité généralisée et l'insécurité sociale sont les conditions du progrès dans une société dépouillée de tout intérêt pour la chose politique et réduite à une «communauté du risque».

Une idée de lecture pour vos vacances

## De l'idéologie aujourd'hui, par François Brune, éditions Parangon, 2004

François Brune est professeur, écrivain et collaborateur du Monde Diplomatique. En exergue de son ouvrage, une citation d'Alain Accardo pourrait servir de devise à Énergies Citoyennes : «Qui n'a pas compris par quoi le système nous tient enchaîné, n'est pas près de pouvoir libérer le monde !»

L'auteur avance que, face au «néo-libéralisme», il faut opposer deux formes de critiques : l'une dénonçant la nature sélective et partielle de cette idéologie, l'autre mettant en relief la nature et les moyens de sa domination. C'est à travers un quasi monopole de l'information et des médias que ce système «fait subtilement aimer à ses victimes l'ordre même qui les asservit». Un chapitre est consacré à l'image publicitaire, image fabriquée, qui occulte tout le reste. Le besoin de voir pour croire et l'importance du «vu à la télé». Les images violentes sont diffusées pour choquer, pour capter l'attention, faire monter l'audimat et les recettes publicitaires : tout le système de consommation de masse est mis en cause. «Peut-on utiliser la publicité à des fins éthiques ?». La réponse est claire : «une action dont les moyens et les fins sont

contradictoires, risque toujours d'être non seulement immorale, mais inefficace !». L'exemple des associations humanitaires qui utilisent les campagnes publicitaires pour financer leurs actions est révélateur de cette contradiction. L'Église catholique a publié un texte «éthique et publicité» (La Croix, 27/02/97), qui présente les bienfaits et les méfaits de la publicité, et, en conclusion, un appel à plus de morale de la part des publicitaires.

Pour Brune, légitimer la pub, c'est légitimer l'économie de marché en ignorant sa finalité : la loi du profit commercial. Mgr Foley, président du conseil pontifical, confesse : «je souhaite que l'Église sache mieux utiliser la publicité comme instrument de pré-évangélisation». L'auteur s'indigne : «quel chrétien, sans frémir, peut entendre ça ?». Il fustige également le discours des hommes politiques présidentiables, dont le caractère commun serait de ne pas avoir de projet de société et de ne pas croire à l'efficacité de l'action politique. Tous sont persuadés que l'on ne peut pas grand-chose contre les lois du capitalisme international.

Vient ensuite un chapitre remarquable sur le football : ce pourrait être un sport sain et estimable, mais, comme sport spectacle mondial soumis à l'argent roi, il résume à lui seul l'idéologie libérale : esprit de compétition, recherche de la performance technique, appât du gain, tricherie, dopage ...

### Le nouveau visage du totalitarisme

François Brune émet l'idée que la pub est le nouveau visage du totalitarisme. La pub envahit tout l'espace : la tyrannie des marques s'exerce dans tous les pays jusqu'au fond des bidonvilles du tiers monde ! Elle est présente tout le temps, pour marquer les fêtes, anniversaires et événements. Elle s'incruste dans l'homme lui-même, créant de nouveaux besoins, de nouveaux styles de vie, nous sommes manipulés et façonnés par la pub : seul celui qui consomme existe. Le système publicitaire est entièrement au service de la dictature des financiers.

Le terme «développement durable» fait l'objet d'une critique sans concession : «c'est un terme mis à la mode par tous les grands pollueurs de la planète». Autre expression galvaudée : «e libre-échange». Censé améliorer l'économie et profi-

ter à tous, il aboutit au partage le plus inégalitaire qui soit ! L'auteur dénonce par ailleurs l'information qui n'est plus qu'une fabrique d'événements «produits consommables», obéissant aux lois de l'économie de marché.

Il est temps d'organiser la résistance : celle des associations de consommateurs, des professionnels de santé s'opposant à la pub qui fait manger trop de sucreries aux enfants, des féministes qui s'insurgent contre l'image de «femme objet» que renvoie trop souvent la pub. Résistance des écologistes qui dénoncent les paysages défigurés par les panneaux publicitaires, mais aussi cette publicité qui fait consommer et gaspiller les ressources de notre planète. Il encourage également ces publicitaires repentis, écœurés par les excès de mercantilisme de leur art, qui se sont constitués en Comité Créatif Contre la Pub (CCCP) et diffusent leur journal : «Casseurs de pub». Brune ne se fait pas beaucoup d'illusions : ce combat est un peu celui de Sisyphe, condamné à recommencer sans cesse. Le dernier chapitre, intitulé «pour en finir avec l'idéologie de la consommation» appelle à promouvoir une société de frugalité : tout un programme !

Denys Calu



# Comment concilier l'exercice du pouvoir et les valeurs de gauche ?



Il fait encore un peu frisquet à 11 heures à Lèves. Les cerveaux semblent encore un peu embrumés... Toutes les composantes de la gauche sont réunies. Et si j'ai, au cours du débat, le sentiment qu'il ne se dit pas grand-chose de nouveau, que chacun prêche pour sa chapelle, la relecture de mes notes me laisse une toute autre impression.

Gérard Leray ouvre le débat en dressant le bilan historique des années où la gauche a occupé le pouvoir, en parlant d'espoir et de désillusion, de virage libéral. Y a-t-il antinomie entre valeurs de gauche et exercice du pouvoir ? La gauche, quand elle a exercé le pouvoir, a-t-elle promu des valeurs de gauche ? Sinon, est-ce cela qui l'a conduite à l'échec ? Y a-t-il des valeurs de gauche nouvelles à définir ?

**Les valeurs.** La gauche a ses valeurs historiques de «Liberté, Égalité, Fraternité». En quoi seraient-elles incompatibles avec l'exercice du pouvoir ? Il y a aussi de nouvelles valeurs qui n'existaient pas à la Révolution, qui naissent de problèmes nouveaux, comme les valeurs écologiques au cœur du débat politique par la remise en cause du système productiviste. Aujourd'hui, le triptyque «Liberté, Égalité, Fraternité» se rejoue, face aux dégâts provoqués par l'ultralibéralisme. Et il faut prendre en compte, ensemble, dégâts sociaux et environnementaux. Et aussi le fait qu'il y a deux pouvoirs : le politique et l'économique ; que le politique est de plus en plus subordonné à l'économique. Le

pant : «avec le retour de la droite ultralibérale, on sait que la gauche c'était tout de même un tout petit peu mieux !». Les gens ont les élus qu'ils méritent. Il n'y a jamais eu de grandes avancées sans mobilisation de la population, on ne peut plus se contenter de débattre entre états-majors, il est de la responsabilité des élus de donner la parole à tous. Pas de pouvoir sans contre-pouvoir. Le pouvoir de gauche doit donc instaurer le débat comme espace d'exercice du contre-pouvoir. Et se préoccuper aussi du défaut de formation politique des citoyens ainsi que de la mise sur la touche des jeunes. L'élu n'est pas un chef, il se doit d'être présent sur le terrain, d'être en confrontation avec les citoyens, pas seulement en conciliation. Bien ou mal exercé, le pouvoir use, il faut en tenir compte et poser le renouvellement des élus comme une valeur essentielle de la gauche, privilégier la notion d'équipe plutôt que les leaders.

**Réforme ou Révolution ? Conquête ou reconquête ?** Le principe de réforme est-il de gauche ? Pour certains, la gauche ne peut se contenter de réformer, il ne faut pas tirer une croix sur l'héritage de la Révolution. Elle doit se méfier aussi de sa perpétuelle mutation vers la droite, résister à ces glissements. Il ne suffit pas de lutter pour sauver les services publics, il faut œuvrer pour en créer de nouveaux. Les besoins sont réels. Si on prend le pouvoir, qu'est-ce qu'on aura à proposer, à mettre en place quand tout aura été laminé par la droite ?

**Rassemblement ou conciliation ?** Si on veut que la gauche triomphe en 2007 (2008 ?), il faut arriver à faire une synthèse de toutes ses composantes. Comment travailler ensemble en respectant les valeurs des autres ? Ensemble et pas forcément contre. Plutôt que par le rassemblement, plusieurs se disent davantage intéressés par la conciliation : essayer à partir de sensibilités différentes de réfléchir pour trouver des solutions communes.

**Résister.** Quel pouvoir pour la gauche quand elle est politiquement minoritaire ? Malgré des maladroites qui montrent qu'on ne se connaît pas encore très bien, qu'il y a encore des efforts d'ouverture, de respect mutuel à faire avant de s'accorder sur des valeurs communes et élaborer des propositions, de ce débat émerge la preuve d'une communauté de soucis, d'ennemis, d'une volonté commune d'en découdre.

Élisabeth Calu



## Le pouvoir imprescriptible du citoyen

Je me prétends «de gauche» parce que j'ai fait miennes les valeurs que l'on attribue généralement à la gauche : Démocratie, Égalité, Liberté, Fraternité, Révolution Française, Commune, Front Populaire, mai 68 et, peut-être, du Programme Commun au gouvernement pluriel. Mais alors, que deviennent ces valeurs pourtant universellement généreuses, lorsqu'elles se trouvent confrontées à l'exercice du pouvoir ? Faire porter le chapeau de l'échec au pouvoir ces vingt dernières années au seul Parti Socialiste est injuste et insuffisant. Comme l'a rappelé Jean-Jacques Chatel, maire de Mainvilliers, au débat de la Fête de L'Aiguillon le 20 juin : «Il ne faut pas oublier ce que le PS a fait quand il était au pouvoir».

Bonne analyse, mauvaise solution. Car, encore une fois, entre 1997 et 2002, le PS n'a pas retenu les leçons du passé. Le pouvoir ne doit pas s'entendre substituer mais complémentaire du pouvoir des citoyens. Lise Pouthier, adjointe socialiste lévoise, l'a bien démontré : à gauche, les élus ne doivent pas servir de pantins démocratiques prêts à avaliser des dossiers déjà ficelés par d'autres, comme à droite. A Lèves, Monsieur, on discute, Monsieur,

on négocie. On argumente, Monsieur, et si parfois on s'engueule, c'est pour toujours décider au plus près de la population, au sein de comités de quartier par exemple. Non, le pouvoir ne s'occupe pas, ne se conquiert pas, ne se gagne pas. Non, Mesdames et Messieurs les élu(e)s, c'est le terrain qu'on occupe, les avantages sociaux qui se conquièrent et, une fois acquis, se défendent, et c'est la confiance des citoyens que l'on gagne. Et non de l'argent.

Si les électeurs boudent les urnes, c'est parce qu'ils pensent (à tort ou à raison, peu importe) que pouvoir est devenu synonyme d'argent. Et à chaque fois qu'ils votent, ils ont l'impression, qu'en plus de perdre un peu plus d'argent à chaque nouveau gouvernement, ils sont dépouillés de leur pouvoir de citoyen confisqué par les élu(e)s. L'élu n'obtient qu'une délégation de gestion temporaire des responsabilités de la cité. En aucun cas, le pouvoir ne doit s'exercer au détriment d'une déchéance civique des droits de l'Homme et du citoyen. Le pouvoir est par essence citoyen et doit le demeurer au-delà des élections.

Philip Lafeuil

### Nos invités tchétchènes

## Grâce et désespoir

Il y eut, ce 20 juin, des poèmes et des danses. Si les évolutions de quelques-unes de nos invitées tchétchènes, d'abord timides, puis encouragées par l'adhésion et la participation des spectateurs, si ces mouvements ailés, ces glissements légers, rappelaient la virtuosité humble et le plaisir que l'on met à danser dans le Caucase, les vers d'Oumar Yarithchev, de Raïssa Akhmatova, d'Aza Kassoumova, lus par Aza elle-même, exprimaient malheur sans fond et révolte. Les amis tchétchènes venus ce jour à la Grange aux Quatre Vents s'émerveillaient de retrouver des étangs et des arbres, la plupart n'ayant pas quitté leurs hôtels de banlieue depuis des mois, parfois des années. Ils ne se plaignent certes pas - ils sont vivants. Parfois, l'absence de travail, la pression qu'exercent involontairement les enfants qui aspirent à s'insérer totalement dans la société d'adoption ou, pire, la difficulté à obtenir le fameux statut de réfugié, vont jusqu'à leur faire oublier provisoirement la guerre...

La guerre, elle, prospère. L'attaque du 22 juin dernier en Ingouchie, conduite par la guérilla, et qui a fait 59 morts, prouve une fois de plus l'impossibilité de la pacification poutinienne et confirme l'extension du conflit à cette terre jumelle, où les représailles ne se sont pas fait attendre. En dépit de cette situation, le médecin Franck Carrey, responsable de l'association Médina (courriel : medinasolidarite@wanadoo.fr), qui coopère à la lutte contre la tuberculose en pleine recrudescence en Tchétchénie, se rend du 7 au 18 juillet d'abord en Ossétie, à Vladikavkaz, puis, si les conditions le permettent, à Grozny et à Orouss Martan, où il travaille avec les médecins du dispensaire. Compte rendu et rencontre prévus pour l'automne.

Chantal Vinet



grand patronat exerce un pouvoir dictatorial sur la société. Si une valeur fondamentale de la gauche est le partage des richesses, elle est actuellement mise en échec total ; la pauvreté est totale, la société est de plus en plus égoïste, il faut instaurer un débat citoyen européen, et baser la constitution européenne sur le partage.

**A commencer par le partage du pouvoir.** Nous constatons tous un affaiblissement du militantisme : effet de la désillusion ou d'un assoupissement lorsque le pouvoir était détenu par la gauche ? Parce que, comme le dit un partici-

### Au courrier

Nous publions la réponse d'une lectrice de L'Aiguillon à l'article publié en juin «Le chômage, voilà l'ennemi», sous la signature de Jean-Michel Brunet.

Vous ne voulez pas de logement social. Comment pouvez-vous être représentant des locataires auprès de Chartres Habitat et Président d'une association qui est sensée défendre les droits des locataires ? Vos idées sont en totale contradiction avec les fonctions que vous exercez.

Je ne comprends pas l'amalgame que vous faites entre le problème du chômage et celui du logement, car il n'est pas besoin d'être chômeur pour n'avoir pas la possibilité d'acheter un logement. Si vous aviez réfléchi, vous vous seriez aperçu qu'un couple rémunéré au SMIC est dans l'incapacité de rembourser chaque mois le montant d'un emprunt pour un logement même modeste. Quelle solution préconisez-vous pour loger cette « France d'en bas » si nombreuse ?

### Droit de réponse

Madame Meunier, présidente de l'Union Locale de Chartres de l'association CLCV (Consommation, Logement et Cadre de Vie), nous demande d'insérer :

«Suite à votre annotation en tête de la parution dans votre journal de l'article de Monsieur Brunet, concernant le logement social, nous précisons que les propos n'engagent que sa responsabilité, c'est son constat. La CLCV rappelle que son objectif est la défense du consommateur, des locataires et du logement social, quelque soit le pouvoir politique en place. Cela relève de nos statuts. La CLCV est indépendante des partis politiques, des pouvoirs publics, des syndicats et organisations professionnelles, des groupements religieux et philosophiques».

Vous êtes également pour le remplacement d'un lotissement après 40 ou 50 ans d'existence. Vous adhérez donc à la politique de notre municipalité qui, sans s'attarder sur ce que peut représenter un quartier pour ses habitants, veut tout détruire pour, soi-disant, apporter plus de confort aux habitants.

Tout cela n'est qu'hypocrisie et ne cache pas le désir de faire de l'argent avec les terrains en construisant des cités concentrationnaires, où les habitants ne vivront certainement pas mieux. Ils connaîtront au contraire toutes les nuisances des cités surpeuplées.

Je n'aime pas ce que vous représentez ; ce sont des hommes comme vous qui préparent un triste avenir aux générations futures.

Lydie Bernier



Imprimerie : Chartres Repro  
Directeur de la publication : Gérard Leray  
ISSN 1625-7707

Énergies Citoyennes  
30, rue de Fresnay  
28000 Chartres

**Ont participé à la réalisation de L'Aiguillon 43 :** Dominique Chéron, Fantomette, Tara, AST, Gérard Leray, Athout Haleur, Claude Joly, Céline Prier, Dimitri Keltchewsky, Horace Lenain, Philip Lafeuil, André Bonjour, Mauricette Girard, Gildas Lahalle, Lydie Bernier, Didier Toupé, Jean Balance, Chantal Vinet, Elisabeth et Denys Calu. Ainsi que Pierre Brueghel et William.

### Points de vente fixes

A Mainvilliers : le Jourdan (rue de la République).  
A Lucé : le Cosmos (place des Arcades) et le Tabac-Presse du Vieux-Puits.  
A Chartres : Mille-Pattes (mail Jean-de-Dunois), le Khédive (avenue Jehan-de-Beauce), la Civette (place du Cygne), le Floribar (rue de la Clouterie), le Fontenoy (rue St-Michel) Aux Trois J (boulevard Charles-Péguy).  
Et bien sûr, chaque samedi, sur le marché de la place Billard.

### Je m'abonne ! J'adhère !

○ Je m'abonne à L'Aiguillon pour 14€ (11 n<sup>os</sup>/an), frais de port inclus.  
○ J'adhère à EC pour 8€  
○ Je m'abonne et adhère pour un total de 20€ (règlement par chèque à l'ordre d'Énergies Citoyennes)  
Nom/Prénom : .....  
Adresse : .....  
.....  
.....  
Énergies Citoyennes 30 rue de Fresnay Chartres